

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 87 — 634

4 FEVRIER 1987

Loi relative à l'établissement d'élevages industriels (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Par établissement d'élevages industriels, on entend l'installation d'élevages nouveaux ou l'extension ou la reconversion d'élevages existants, même en des endroits différents ou en utilisant plusieurs bâtiments, la limite fixée par le Roi étant dépassée.

Est en outre considéré comme l'établissement d'un même élevage soumis aux dispositions légales :

- l'établissement de plusieurs élevages par la même personne physique ou morale;
- l'établissement de plusieurs élevages par différentes personnes morales ayant entre elles des liens de droit ou de fait au niveau des personnes et/ou du capital et/ou de la gestion.

**Art. 2.** Une autorisation préalable est requise pour établir des élevages industriels dont le nombre d'animaux excède une limite fixée par le Roi sur proposition du Ministre de l'Agriculture.

**Art. 3.** Le Roi crée dans chaque province une commission consultative provinciale des élevages industriels, dénommée ci-après Commission provinciale, chargée d'émettre un avis sur les demandes d'autorisation.

Deux commissions provinciales sont créées pour la province de Brabant : l'une pour les arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et de Louvain et l'autre pour l'arrondissement administratif de Nivelles. Pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les deux Commissions du Brabant siègent conjointement.

La Commission provinciale est composée de huit membres. Chaque membre a un suppléant.

Font partie de la Commission provinciale :

- un fonctionnaire du Département de l'Agriculture, qui préside la Commission;
- un représentant du gouverneur de la province;
- un représentant des organisations des classes moyennes;
- un représentant des fabricants d'aliments pour le bétail;
- trois représentants des organisations agricoles;
- un représentant des associations de consommateurs.

Un membre de la Commission provinciale de Liège est d'expression allemande.

Le Ministre de l'Agriculture nomme et révoque les membres et leurs suppléants.

La Commission provinciale établit son règlement intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre de l'Agriculture.

(1) Voir :

*Documents de la Chambre* : 124 (1981/1982) :

- n° 1 : Proposition de loi de Mlle Devos.
- n° 2 à 8 : Amendements.
- n° 10 : Amendements.
- n° 11 : Rapport complémentaire.

*Annales de la Chambre* : 23 mai, 6 et 7 juin 1984.

*Documents du Sénat* : 703 (1983/1984) :

- n° 1 : Projet transmis par la Chambre.
- 234 (1985/1986) : n° 1.
- n° 2 : Rapport.
  - n° 3 et 4 : Amendements.
  - n° 5 : Rapport complémentaire.
  - n° 6 à 9 : Amendements.

*Annales du Sénat* : 14 et 15 mai, 12 et 26 juin 1986.

*Documents de la Chambre* : 543 (1985/1986) :

- n° 1 : Projet amendé par le Sénat.
- n° 2 à 4 : Amendements.
- n° 5 : Rapport.

*Annales de la Chambre* : 13 et 15 janvier 1987.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 87 — 634

4 FEBRUARI 1987

Wet betreffende de vestiging van industriële veeteeltbedrijven (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Met vestiging van industriële veeteeltbedrijven wordt bedoeld de oprichting van nieuwe of de uitbreiding of omschakeling van bestaande veeteeltbedrijven, zelfs op verscheidene plaatsen of door het gebruik van meerdere gebouwen, waarbij de door de Koning vastgestelde grens overschreden wordt.

Als de vestiging van één veeteeltbedrijf waarop de wettelijke regeling van toepassing is wordt bovendien beschouwd :

- de vestiging van meerdere bedrijven door dezelfde natuurlijke of rechtspersoon;
- de vestiging van meerdere bedrijven door verschillende rechtspersonen die in rechte of in feite bindingen hebben op het vlak van personen en/of kapitaal en/of beleid.

**Art. 2.** Een voorafgaande vergunning is vereist voor de vestiging van industriële veeteeltbedrijven waarvan het aantal dieren groter is dan een door de Koning, op voorstel van de Minister van Landbouw, vastgestelde grens.

**Art. 3.** De Koning richt per provincie een provinciale commissie van advies voor de industriële veeteeltbedrijven op, hierna Provinciale Commissie genoemd, belast met het verlenen van advies betreffende de aanvragen tot machtiging.

Voor de provincie Brabant worden twee Provinciale Commissies opgericht : één voor de administratieve arrondissementen Halle-Vilvorde en Leuven en één voor het administratief arrondissement Nijvel. Voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad houden de twee Brabantse Commissies gezamenlijk zitting.

De Provinciale Commissie bestaat uit acht leden. Ieder lid heeft een plaatsvervanger.

Van de Provinciale Commissie maken deel uit :

- een ambtenaar van het Departement van Landbouw, die de Commissie voorziet;
  - een vertegenwoordiger van de gouverneur van de provincie;
  - een vertegenwoordiger van de middenstandsorganisaties;
  - een vertegenwoordiger van de veevoederproducenten;
  - drie vertegenwoordigers van de landbouwororganisaties;
  - een vertegenwoordiger van de verbruikersverenigingen.
- Een lid van de Provinciale Commissie van Luik is duitstalig.

De Minister van Landbouw benoemt de leden en hun plaatsvervangers en zet ze af.

De Provinciale Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Landbouw.

(1) Zie :

*Stukken van de Kamer* : 124 (1981/1982) :

- nr. 1 : Wetsvoorstel van Mej. Devos
- nr. 2 tot 8 : Amendementen.
- nr. 10 : Amendementen.
- nr. 11 : Aanvullend verslag.

*Handelingen van de Kamer* : 23 mei, 6 en 7 juni 1984.

*Stukken van de Senaat* : 703 (1983/1984) :

- nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer.
- 234 (1985/1986) : nr. 1.
- nr. 2 : Verslag.
  - nrs. 3 en 4 : Amendementen.
  - nr. 5 : Aanvullend verslag.
  - nrs. 6 tot 9 : Amendementen.

*Handelingen van de Senaat* : 14 en 15 mei, 12 en 26 juni 1986.

*Stukken van de Kamer* : 543 (1985/1986) :

- nr. 1 : Ontwerp gewijzigd door de Senaat.
- nrs. 2 tot 4 : Amendementen.
- nr. 5 : Verslag.

*Handelingen van de Kamer* : 13 en 15 januari 1987.

**Art. 4.** La demande d'autorisation est adressée à la députation permanente du conseil provincial par lettre recommandée à la poste.

Le Ministre de l'Agriculture détermine les conditions auxquelles un dossier doit satisfaire pour être complet.

Dès que le dossier est complet, un récépissé est envoyé au demandeur.

**Art. 5.** Dans un délai de dix jours à compter de la délivrance du récépissé, la demande est transmise à la Commission provinciale consultative.

La Commission provinciale rend son avis dans un délai de trente jours après transmission de la demande d'avis.

Elle s'appuie notamment sur les données quantitatives de la demande ainsi que sur le degré de liaison de l'exploitation envisagée au sol.

Si aucun avis n'est transmis dans ce délai, il est censé être favorable.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Agriculture détermine les critères relevant de l'économie agricole et de la médecine vétérinaire qui régissent l'octroi ou le refus de l'autorisation.

**Art. 7.** La députation permanente statue sur la demande d'autorisation dans les soixante jours de la remise de l'avis de réception.

La décision est notifiée sans délai au demandeur et rendue publique à la maison communale.

Le demandeur ne peut entamer les travaux de construction ou l'exploitation, si des travaux ne sont pas nécessaires, que lorsqu'il a obtenu l'autorisation.

**Art. 8.** Le demandeur et la Commission provinciale peuvent, dans les trente jours de la notification de la décision de la députation permanente, introduire un recours auprès du Ministre de l'Agriculture. Ce recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste.

Le Roi détermine la procédure d'appel.

Si la députation permanente ne prend pas de décision dans le délai, le demandeur peut lui demander, par lettre recommandée à la poste, de prendre une décision, dans les trente jours. Quand il n'est pas donné suite à la demande, le demandeur peut introduire le dossier auprès du Ministre de l'Agriculture par lettre recommandée à la poste.

Le Ministre de l'Agriculture statue sur ce recours dans les soixante jours. Sa décision est notifiée sans délai au demandeur. Elle est également rendue publique à la maison communale.

**Art. 9.** Sont passibles d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de 200 francs à 20 000 francs ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui contreviennent aux dispositions de la présente loi.

Sont passibles des mêmes peines ceux qui, sciemment, ont fourni des renseignements inexacts ou incomplets afin d'obtenir illicitement l'autorisation d'exploitation.

Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables auxdites infractions.

**Art. 10.** Sans préjudice de l'application des dispositions pénales, le tribunal peut ordonner la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'exploitation.

**Art. 11.** Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents délégués par le Ministre de l'Agriculture ont qualité pour rechercher et constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues à l'article 9.

Ces fonctionnaires et agents ont accès au chantier et aux bâtiments pour faire toutes recherches et constatations utiles. Ils peuvent demander la production de tout document relatif à l'exploitation agricole.

La visite des locaux servant d'habitation n'est admise que de 5 heures du matin à 9 heures du soir et moyennant autorisation du juge d'instruction.

Cette autorisation est également requise pour la visite, en dehors des heures précitées, de locaux qui ne sont pas accessibles au public.

Sans préjudice de l'application des peines plus fortes déterminées aux articles 269 et 275 du Code pénal, quiconque aura fait obstacle à l'exercice du droit de visite domiciliaire prévu ci-dessus, sera puni d'une amende de 26 francs à 300 francs ou d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours.

**Art. 4.** De aanvraag tot machtiging wordt gericht aan de bestendige deputatie van de provincieraad bij ter post aangetekende brief.

De Minister van Landbouw bepaalt aan welke voorwaarden een dossier moet voldoen om volledig te zijn.

Zodra het dossier volledig is, wordt aan de aanvrager een ontvangstbewijs gezonden.

**Art. 5.** Binnen tien dagen na afgifte van het ontvangstbewijs wordt de aanvraag overgezonden aan de Provinciale Commissie van advies.

De Provinciale Commissie brengt haar advies uit binnen dertig dagen nadat de aanvraag haar voor advies is overgezonden.

Ze steunt met name op de kwantitatieve gegevens in de aanvraag vermeld, alsmede op de mate waarin het voorgenomen bedrijf verbonden is met de grond.

Indien binnen die termijn geen advies wordt overgezonden, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

**Art. 6.** De Minister van Landbouw bepaalt de landbouw-economische en diergeneeskundige criteria krachtens welke de vergunning al dan niet verleend kan worden.

**Art. 7.** Binnen zestig dagen na afgifte van het ontvangstbewijs beslist de bestendige deputatie over de machtigingsaanvraag.

De beslissing wordt onverwijld ter kennis gebracht van de aanvrager en openbaar gemaakt ten gemeentehuize.

De aanvrager mag met de bouwwerken of met de exploitatie, indien geen werken vereist zijn, slechts een aanvang nemen nadat hij de machtiging heeft verkregen.

**Art. 8.** De aanvrager evenals de Provinciale Commissie kunnen tegen de beslissing van de Bestendige Deputatie beroep aantekenen bij de Minister van Landbouw binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing. Dat beroep moet worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief.

De Koning bepaalt de beroepsprocedure.

Ingeval de bestendige deputatie geen beslissing genomen heeft binnen de termijn, kan de aanvrager haar bij ter post aangetekende brief verzoeken een beslissing te nemen binnen dertig dagen. Wanneer aan dit verzoek geen gevolg is gegeven, kan de aanvrager het dossier bij de Minister van Landbouw aanhangig maken bij ter post aangetekende brief.

De Minister van Landbouw neemt een beslissing omtrent het beroep binnen zestig dagen. Van zijn beslissing wordt onverwijld kennis gegeven aan de aanvrager. De beslissing wordt eveneens openbaar gemaakt ten gemeentehuize.

**Art. 9.** Met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van 200 frank tot 20 000 frank of met een van die straffen alleen worden gestraft, zij die de bepalingen van deze wet overtreden.

Met dezelfde straffen worden gestraft zij die wetens onnauwkeurige of onvolledige inlichtingen hebben verstrekt om op ongeoorloofde wijze de machtiging tot exploitatie te verkrijgen.

Alle bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn mede van toepassing op bovenbedoelde misdrijven.

**Art. 10.** Onverminderd de toepassing van de strafwet kan de rechtbank de gehele of gedeeltelijke, voorlopige of definitieve sluiting van het bedrijf bevelen.

**Art. 11.** Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren en beambten, gemachtigd door de Minister van Landbouw, bevoegd om de in artikel 9 omschreven misdrijven op te sporen en vast te stellen door processen-verbaal die gelden tot het tegenbewijs is geleverd.

Bedoelde ambtenaren en beambten hebben toegang tot de bouwplaats en de gebouwen om alle nodige opsporingen en vaststellingen te verrichten. Zij kunnen vragen dat hun alle documenten die betrekking hebben op het landbouwbedrijf voorgelegd worden.

Het bezoek van de lokalen die tot woning dienen is slechts toegestaan van 5 uur's ochtends tot 9 uur's avonds en met machtiging van de onderzoeksrechter.

Deze machtiging is eveneens vereist voor het bezoek, buiten die uren, van lokalen die niet voor het publiek toegankelijk zijn.

Onverminderd de toepassing van de strengere straffen die in de artikelen 269 en 275 van het Strafwetboek zijn bepaald, wordt de wie zich heeft verzet tegen de uitoefening van het hierboven bedoeld recht van huiszoeking, gestraft met geldboete van 26 frank tot 300 frank of met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen.

**Art. 12.** Les fonctionnaires et agents visés à l'article 11 peuvent ordonner verbalement sur place l'interruption des travaux ou de l'exploitation, lorsqu'ils constatent que ceux-ci ne sont pas conformes à l'autorisation délivrée ou sont exécutés sans autorisation ou en violation de l'article 2. L'ordre doit, à peine de péremption, être confirmé dans les dix jours par le bourgmestre ou le Ministre de l'Agriculture. Les fonctionnaires et agents susvisés sont autorisés à prendre toutes les mesures, y compris l'apposition des scellés, afin d'assurer l'exécution immédiate de l'ordre d'interruption ou de la décision de confirmation.

Le procès-verbal de constat et la décision de confirmation sont notifiés par lettre recommandée à la poste avec avis de réception, au maître de l'ouvrage et à la personne ou l'entrepreneur qui exécute les travaux.

Quiconque aura poursuivi les travaux ou actes en violation de l'ordre d'interruption ou de la décision de confirmation est, indépendamment des peines prévues pour les infractions à l'article 9, puni d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 87 — 635

**26 MARS 1987. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 1986 réglementant les hausses de prix**

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 1986 réglementant les hausses de prix, notamment l'article 3;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 1986 réglementant les hausses de prix est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3 § 1. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

1<sup>o</sup> aux producteurs et importateurs dont le chiffre d'affaires annuel global pour le dernier exercice n'excède pas 30 millions de francs, T.V.A. non comprise, à moins qu'il ne s'agisse de l'un des secteurs de services suivants :

- maisons de repos;
- campings et centres de vacances;
- distribution d'eau
- télédistribution
- transports de biens et de personnes;
- entretien et réparation.

2<sup>o</sup> Aux producteurs et importateurs des produits suivants :

- vins;
- cuirs et peaux;
- articles de maroquinerie, y compris les valises autres qu'en cuir;

**Art. 12.** De in artikel 11 bedoelde ambtenaren en beambten kunnen mondeling ter plaatse de staking van het werk of van de exploitatie gelasten, wanneer zij vaststellen dat deze niet in overeenstemming zijn met de verleende machtiging of zonder machtiging worden uitgevoerd of worden uitgevoerd met overtreding van artikel 2. Het bevel moet op straffe van vervel binnen tien dagen worden bekrachtigd door de burgemeester of door de Minister van Landbouw. De bovenbedoelde ambtenaren en beambten zijn gerechtigd tot het treffen van alle maatregelen, verzegeling inbegrepen, om te voorzien in de onmiddellijke toepassing van het bevel tot staking of van de bekrachtigingsbeslissing.

Het proces-verbaal van vaststelling en de bekrachtigingsbeslissing worden bij een ter post aangetekende brief, met bericht van ontvangst, ter kennis gebracht van de opdrachtgever en van de persoon of de aannemer die het werk uitvoert.

Al wie het werk of de handelingen heeft voortgezet in strijd met het bevel tot staking of met de bekrachtigingsbeslissing wordt, onverminderd de straffen op de misdrijven bedoeld in artikel 9, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

M. DE KEERSMAEKER

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

J. GOL

#### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 635

**26 MAART 1987. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 1986 tot reglementering van de prijsverhogingen**

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 1986 tot reglementering van de prijsverhogingen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van het ministerieel besluit van 6 november 1986 tot reglementering der prijzen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3 § 1. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing :

1<sup>o</sup> op de producenten en invoerders waarvan de totale jaaromzet tijdens het laatste boekjaar, exclusief BTW, 30 miljoen frank niet overschrijdt, tenzij het gaat om een van de hierna volgende dienstensectoren :

- bejaardentehuizen;
- campings en vakantiecentra;
- waterdistributie;
- teledistributie
- transport van goederen en personen
- onderhoud en herstelling.

2<sup>o</sup> Op de producenten en de invoerders van de volgende producten :

- wijnen;
- leder en gelooiden huiden;
- marokijnwaren, handkoffers andere dan in leder inbegrepen;